



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 19/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/08/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INITIAL EUROGANT (ex INITIAL BTB)

16 route de Cornimont
BP 19
88250 LA BRESSE

Références : S-22-904RP

Code AIOT : 0006205178

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/08/2022 dans l'établissement INITIAL EUROGANT (ex INITIAL BTB) implanté 16 route de La Corniment 88250 LA BRESSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au déclenchement du seuil d'alerte renforcée sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INITIAL EUROGANT (ex INITIAL BTB)
- 16 route de La Corniment 88250 LA BRESSE
- Code AIOT : 0006205178
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Initial Eurogant est spécialisée dans l'hygiène industrielle, elle réalise le lavage des gants et bobines ainsi que le lavage à sec de certains équipements professionnels en provenance de l'industrie mécanique notamment.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Respect des prescriptions liées aux prélèvements d'eau
- Mesures spéciales mises en place par l'exploitant durant la période de sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 04/09/2003, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 17/02/2015, article 2 et 3	/	Sans objet
3	Consommation et sobriété des usages de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet
4	Déclaration des prélèvements sur GERP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil d'alerte renforcée	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022	/	Sans objet
6	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté Préfectoral du 08/08/2022	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés ne mettent pas en évidence de non conformités majeurs.

Les mesures prises par l'exploitant en cas de sécheresse sont considérées comme satisfaisantes par l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2003, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Usages de l'eau – Ressources prélevées – Valeurs limites de prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Limitation des prélèvements d'eau - Eau de process : maxi 700 m3/j.
Constats : L'eau de process est prélevé dans le cours d'eau " la moselotte " par l'intermédiaire d'un canal d'aménagé. Une écluse permet de gérer le débit d'eau. Le jour de la visite, l'écluse est fermée, mais un débit de fuite alimente le canal. Ce débit est suffisant pour alimenter le parc machines de lavage des bobines textiles (essuie-mains) et des gants. Environ 35 m3 d'eau est prélevé puis rejeté dans le réseau d'eaux usées qui est raccordé à la station d'épuration communale de la commune de La Bresse. Toutes les machines sont équipées d'un compteur d'eau et l'inspection a pu consulter le fichier de suivi journalier des consommations d'eau. Cette situation ne soulève pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17/02/2015, article 2 et 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des valeurs limites d'émissions
Constats : <p>Les résultats d'analyses effectuées sur les rejets d'eaux usées industriels sont renseignés sur l'application GIDAF.</p> <p>Les rejets des effluents des machines de lavage sont raccordés après pré-traitement à la station d'épuration communale de la commune de la Bresse.</p> <p>Lors du fonctionnement de l'ensemble du parc machines, les volumes rejetés ne dépassent pas 100 m3/jour. En moyenne sur l'année ils sont d'environ 40 à 50 m3/j.</p> <p>En 2021, certains dépassements ont pu être identifiés notamment sur le paramètre Hydrocarbures totaux. L'exploitant a justifié ces dépassements et les résultats à ce jour sont conformes.</p> <p>En période estivale l'activité est réduite d'environ 50 %.</p> <p>L'activité principale du site est le lavage des gants et bobines en provenance des industries. Ces industries pour certaines sont à l'arrêt lors des congés d'été ou en sous-activités.</p> <p>A noter que courant du mois d'août, il a été constaté des écoulements récurrents d'eaux usées dans la mosselotte au droit du site. Après de nombreuses investigations, et l'arrêt des machines durant plusieurs jours, l'exploitant a trouvé l'origine et a pu réaliser les actions correctives.</p> <p>A ce jour, l'incident est résorbé et aucune mortalité de poisson n'a été constaté dans le cours d'eau suite à l'avarie détectée dans le réseau d'évacuation des eaux usées de process.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consommation et sobriété des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Bilans de l'épisode sécheresse (après chaque déclenchement et fin)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. - Eaux de process (maxi 700 m ³ /j) : prélevé dans le cours d'eau « La Moselotte » ; stockage dans une réserve de 15 m ³ .
Constats : Les prélèvements d'eau réalisés dans la moselotte par l'intermédiaire d'un canal d'aménagé ont bien réduit du fait d'une baisse importante d'activité. Aujourd'hui, ils dépassent rarement 100 m ³ /j. En période estivale, ils sont en moyenne de 30 m ³ /j. Le jour de la visite l'écluse était entièrement fermée et le débit de fuite était suffisant pour permettre une activité réduite lors de la période estivale. La sécheresse n'a pas eu d'impact sur le fonctionnement de l'entreprise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclaration des prélèvements sur GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GERP et GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - le volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an.
Constats : Pour l'année 2021, l'exploitant a déclaré : 9 161 m3 d'eau prélevé dans la mosselotte pour 251 jours travaillés. Cette déclaration est cohérente avec les déclaration antérieures qui sont : - en 2019 « 9 790m ³ » - 266 jours travaillés ; - en 2020 « 8 308m ³ » - 252 jours travaillés. Ces déclarations sont corrélées au volume de l'activité de lavage bobines et gants qui restent stables depuis plusieurs années. A noter que le parc machines en fonctionnement est récent et consomme moins d'eau que les anciennes machines. Cette situation n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclenchement du seuil d'alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Alerte Renforcée – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées.
Constats : Lors de la visite l'inspection a pu vérifier les dispositions prises par l'exploitant et identifier dans la procédure alerte renforcée. Ces mesures sont à destination des salariés et imposent : <ul style="list-style-type: none">- un suivi 3 fois par jour du niveau de la Moselotte en amont du site au niveau du canal ;- la fermeture des vannes d'alimentation du canal ==> débit minimal dans le canal ;- la régulation du volume d'eau en entrée de la bache de stockage. Ces dispositions sont respectées et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2022
Thème(s) : Risques chroniques, Stade Crise – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée.
Constats : Les mesures élaborées par l'exploitant lors du déclenchement du seuil de crise ont été transmises à l'inspection par courriel du 08 août 2022 et viennent complétées celles déjà mises en œuvre en alerte renforcée. L'exploitant nous a indiqué les avoir mises en œuvre à compter de cette date. Ces mesures concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- le transfert d'une partie de la production des articles lavés à l'eau vers le traitement par nettoyage à sec. Ces dispositions sont respectées et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet